OBJECTIF Ô
l'eau pour la vie

RAPPORT ANNUEL 2009

© Jean-Denis Lejeune

© Jean-Denis Lejeune

Table des matières

Le mot du Président Jean-Denis Lejeune 5
2009 en images 7
Préface 10
Rapport financier 11
COMPTE DE RESULTATS 11
BILAN 12
Les projets d'objectif ô sur le terrain 13
Mise au point 15
L'eau, l'or bleu 15
Les usages de l'eau 15
Les conflits 16
La pauvreté 17
La République Démocratique du Congo 18
Contexte 18
Description du projet 19
Sénégal 22
Contexte 22
Description du projet 23
Haïti 26
Contexte 26
Description du projet 27
Nicaragua 30
Contexte 30
Description du projet 31
Sensibilisation et mobilisation sociale en Belgique 33
Education pour le développement 33
Mobilisation sociale 33
Show Ping 33
Festival Eau et Cinéma de Verviers 34
Un artiste s'engage 34
Les moments forts 34
Les perspectives pour 2010 35
Projets 35
Sensibilisation et mobilisation sociale 35
Evènement 35
Les Card Post Art : soutenir une cause et une artiste 35
Les remerciements 36
Objectif Ô remercie chaleureusement 36
La gestion d'objectif Ô 37
Le Conseil d'Administration 37
L'équipe d'objectif Ô 37

Le mot du Président
Jean-Denis Lejeune

Le 14 janvier, la Chine devient la troisième puissance économique mondiale avec un produit intérieur brut estimé à 3.500 milliards de dollars. Le 9 février, la France annonce 7,8 milliards d'euros d'aides au secteur automobile. Le 22 mars, c'est la Journée mondiale de l'eau ; près d'un 1,5 milliards de personnes sur terre meurent faute d'accès à l'eau potable. Le 2 avril, le G20 prend un ensemble de mesures devant permettre d'injecter 5.000 milliards de dollars dans l'économie mondiale pour accroître la croissance d'ici fin 2010,…

Nous vivons dans un monde où les chiffres se bousculent et chamboulent nos sens et plus précisément le sens des réalités. Certains chiffres montrent la démesure et d'autres accablent. Comme, par exemple, celui-ci : d'ici 2050, la population mondiale devrait atteindre 9 milliards d'habitants et le besoin en eau potable croître de 650%. A la lumière de ceci, on peut soit baisser les bras dans un élan fataliste, soit faire un effort pour faire avancer la cause de l'eau potable pour tous. Les efforts individuels peuvent porter leurs fruits. Ils sont indispensables dans un effort collectif et complémentaires aux efforts institutionnels pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'eau potable. Il nous faut de l'imagination, des solutions concrètes, des investissements et une mobilisation sociale pour donner accès à l'eau potable dans le monde. Objectif Ô répond à ces critères : créativité, efficacité, engagement et mobilisation.

En 2009, lors de ses actions sur le terrain et ses activités en Belgique, objectif Ô a consolidé ses bases, développé son expérience et affiné son expertise. L'organisation a apporté de l'eau potable à près de 100.000 personnes en Côte d'Ivoire, en Haïti, au Sénégal, en République Démocratique du Congo et au Nicaragua. Elle a le mérite de bénéficier de la confiance de ses donateurs et celle des populations locales bénéficiaires qui s'engagent dans un projet global. En effet, dans le respect de la culture locale, objectif Ô ne se limite pas uniquement à donner accès à l'eau ; elle veut également garantir la pérennité du projet par l'appropriation de celui-ci par la population locale. Dans ce cadre précis, objectif Ô forme localement un comité de personnes en charge, notamment, de la répartition équitable de l'eau, du suivi et de la maintenance du système d'approvisionnement en eau potable mis en place (par exemple ; un puits, une station d'épuration d'eau, un système de chloration, des forages ou encore une station de potabilisation d'eau).

2009 a été une année de consolidation pour notre organisation. Nous avons amorcé le premier tournant ; c'était la première année calendrier de fonctionnement de notre organisation. Ses débuts étaient prometteurs et l'organisation était attendue au tournant. Quelle place allait-elle prendre dans le paysage des ONG ? Quelle différence pourrait-elle faire sur le terrain ?

Objectif Ô a su remplir ses engagement et tenir ses promesses. La qualité de son travail, le sérieux de la mise en œuvre des projets et le suivi assuré ont été reconnus par la population locale et par les autorités.

Aujourd'hui, nous travaillons sur un plan d'actions à long terme qui aboutira à un programme quinquennal. Dès maintenant, nous regardons résolument à la fois vers l'avenir et vers le terrain où environ 1,5 milliards d'êtres humains manquent cruellement d'eau salubre. L'équipe d'objectif Ô et moi-même poursuivons notre travail avec le même enthousiasme pour relever de nouveaux défis et faire reculer cette situation qui n'est pas une fatalité. 2010 annonce une collaboration avec deux ONG indiennes reconnues. Ensemble, nous prévoyons effectivement 16 forages avec l'installation de pompes manuelles. Nous poursuivrons également la chloration de châteaux d'eau au Nicaragua ; nous installerons des systèmes de potabilisation d'eau en Côte d'Ivoire ; nous assurerons le suivi des projets en Haïti et nous contribuerons à la réhabilitation du pays en matière d'eau et de sanitaires suite aux tremblements de terre du 12 janvier. Pour réaliser ces projets, nous continuerons à travailler en collaboration avec des partenaires d'ici et de là-bas et avec vous, grâce à vos dons. Nous vous remercions pour votre soutien, vos dons et votre confiance.

Mais le chemin vers l'eau potable pour tous est encore long : en 2025, près de 6,8 milliards d'êtres humains seront confrontés à de graves pénuries d'eau salubre… Nous avons encore besoin de moyens pour parcourir ce chemin. Nous savons que nous pouvons compter sur vous !

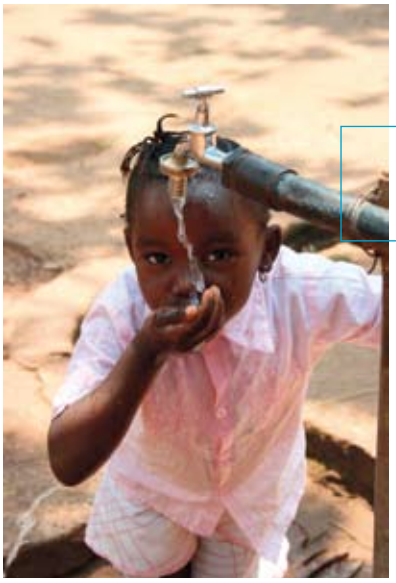
© André Coudron

2009 EN IMAGES

Février :
Mission au Kasaï

L'objectif de cette mission était de rencontrer et discuter avec le Gouverneur Ngoy Kasanji, les autorités locales d'un partenariat pour donner accès à l'eau potable aux populations fréquentant la mare de Myia à Mbuji-Mayi.

© Jean-Denis Lejeune



Photo's Phil

Mars :
Participation au Forum Mondial de l'eau

La 5è édition du Forum, qui a drainé plus de 25.000 participants venus des quatre coins de la planète, a eu l'ambition de mettre sur la table des sujets aussi diversifiés que les enjeux climatiques, écologiques, humanitaires et économiques liés à l'eau.
Nombreux sont ceux qui réclamaient à l'agenda l'introduction de l'eau comme un droit universel dans la déclaration des droits de l'homme.

Mars :
Collaboration au Festival « Eau et Cinéma » de Verviers

Sous le slogan « En Afrique, les yeux bleus sont aussi rares que l'eau potable », objectif Ô a fait son cinéma au Festival « Eau et Cinéma » de Verviers. Du 24 au 27 mars neufs films en compétition, et dix autres hors compétition ont mis en exergue l'eau dans tous ses états et les états de crises dans le monde liés à l'eau. Objectif Ô avait une présence très marquée et remarquée lors de cette manifestation. L'association a organisé une grande soirée caritative avec la projection du film « Au centre de la Terre » qui parle de pénurie d'eau au Niger.

Alao Kasongo

Deux élèves du Collège du Sacré-Coeur de Charleroi qui se sont mobilisés, l'année précédente, avec l'ensemble des classes de deuxième année.(RDC , février 2010) © Alao Kasongo.

Avril :
Des écoles en action !

Des écoles ont mis les petits plats dans les grands pour sensibiliser sur la problématique de l'eau potable et récolter des cents destinés à donner accès à l'eau potable à ceux qui n'en ont pas. Trois écoles se sont particulièrement distinguées : le Collège du Sacré Cœur de Charleroi, l'école de l'Ermitage de Flémalle et la Kleuterschool d'Edegem.

Mai :
Nicaragua

Identification de lieux pour l'installation de systèmes de chloration de château d'eau. Ce projet est soutenu par la Loterie Nationale.

© Claude Lombart

Juin :
Des écoles en action !

La Kleuterschool d'Edegem a organisé le bal des petits sous la bannière d'objectif Ô.

Marrainage de Virginie Hocq- 22 juin 2010- © Alao Kasongo

Juin :
Une nouvelle ambassadrice pour objectif Ô

A l'occasion de son 1er anniversaire, objectif Ô a organisé le 22 juin sur une péniche voguant sur le canal de Bruxelles, une conférence de presse en présence de toute l'équipe et de la comédienne belge, Virginie Hocq. L'humoriste a annoncé son engagement pour objectif Ô en qualité de « tantine ».

Juillet - août :
Haïti

Installation de 6 stations de potabilisation d'eau financées par la coopération au développement et d'une station financée par Ethias. Ces stations se trouvent dans la région de l'Artibonite, endroit fortement sinistré par les ouragans.

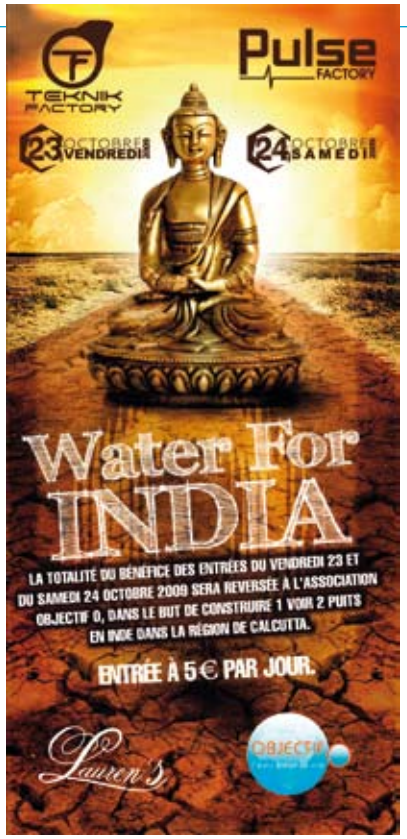
© Jean-Denis Lejeune

Septembre :
RD Congo

Installation de 3 stations de potabilisation d'eau dans les villages de Mambutuka, Ingana et Mai-Ndombe. Ces 3 villages de pêcheurs sont situés sur les rives du fleuve Congo, dans la commune de Maluku.

Novembre :
Action pour l'Inde

L'établissement Pulse Factory à Tournai s'est engagé pour récolter des fonds au bénéfice de projets en Inde. La Discothèque s'est mobilisée le temps de deux soirées, les 23 et 24 octobre.



Novembre :
Inde

Mission de prospection et de rencontre avec deux ONG locales, partenaires d'objectif Ô pour des projets de construction de forages avec l'installation d'un système de pompe manuelle : YWCS (Youth Welfare and Culture Society) et FSSS (Friend Society Social Services). De nombreuses nappes phréatiques en Inde sont contaminées par le cyanure.

© Jean-Denis Lejeune

Décembre :
Show Ping avec les frères Taloche

Le 6 décembre, objectif Ô propose à la Maison des sports de Nivelles, un spectacle humoristique avec les frères Taloche et Pierre Theunis.

Les recettes de cette manifestation ont contribué à l'installation d'une station de potabilisation d'eau au Nord du Sénégal, dans 1 village bordant la vallée du fleuve Sénégal, dans la région de Saint Louis.

Décembre :
Sénégal

Installation d'une station de potabilisation d'eau sur l'île Saint-Louis. Ce projet est soutenu par les associations suivantes : Fortis Foundation, Glaxo Smith Kline et Europe Tiers-Monde.

Décembre :
Action fin d'année

Le vivabox « support them ! » et objectif Ô : une collaboration fructueuse.

Vivabox (www.vivabox.be) est une initiative qui donne la possibilité d'offrir un chèque-cadeau original : un don de 30 euros à objectif Ô.
L'opération se poursuit en 2010.

Virginie Hocq dans le premier village de pêcheurs, Mambutuka. Février 2010.
© Jean-Denis Lejeune

PRÉFACE

© Alao Kasongo

Début 2010, j'ai effectué ma première mission d'une semaine en République Démocratique du Congo avec objectif Ô. Je voulais toucher au plus près la cause que je défends. Il y a un an, le Président de l'asbl, Jean-Denis Lejeune, m'a proposé d'être la marraine de son association qui s'occupe de fournir de l'eau potable. C'est un sujet vital qui me parle, d'autant plus que le projet est réalisable. Ce n'est pas un truc qu'on note sur un papier et qui ne voit jamais le jour. La preuve, j'ai visité trois villages sur le Fleuve Congo qui disposent aujourd'hui d'une station de potabilisation d'eau donnant de l'eau salubre à plus de 2.000 personnes par jour.

On ne se rend pas compte de toutes les facilités qui rythment notre quotidien. Vraiment, on est habitué à tout avoir à porter de bouche. Imaginez : on consomme 150 litres d'eau par jour et par personne en Belgique, alors qu'au Congo, la moyenne est de 20 litres. C'est effrayant. Il faudrait aligner 20 bouteilles d'eau et les utiliser pendant une journée pour tout faire afin de comprendre l'étendu du problème.

Virginie Hocq

© ojectif Ô

Je suis ravi de voir qu'en 2009 « objectif Ô » a renforcé les contacts et réalisé plusieurs projets très concrets sur le terrain. En effet, ce que j'apprécie chez objectif Ô, c'est qu'on agit rapidement et concrètement. Quand je vois qu'on a déjà pu fournir de l'eau potable à plus de 100.000 personnes, cela me réjouis et me conforte dans mon rôle de Parrain de l'asbl.

Je sais qu'à l'échelle mondiale, ce n'est encore qu'une petite goutte d'eau dans l'océan puisqu'aujourd'hui, près de 1,5 milliards de personnes n'a pas accès à l'eau potable. Sur ce nombre effrayant, il y a quand-même plus de 100.000 personnes sauvées. Certes, il faut de gros moyens pour essayer d'y remédier mais on va tout faire pour y arriver ensemble et regagner du terrain sur cette grave problématique.

Tous les jours, ils sont plus de 5.000 personnes à mourir dans le monde à cause du manque d'eau potable.

Marc Wilmots

RAPPORT FINANCIER

La gestion financière d'objectif Ô est suivie en externe par le Bureau BELFISCO situé à Liège. Le contrôle interne est assuré par le Conseil d'Administration dont des membres ont les compétences requises en la matière.

COMPTE DE RESULTATS	2008	2009
Aide à l'emploi		18.689,23
Dons en espèces	594.494,66	92.788,57
Evènements	-	10.188,68
Subsides	55.000,00	364.950,80
Autres revenus	361,95	288,15
Intérêts bancaires bruts perçus	2.067,80	11.735,35
TOTAL PRODUITS	**651.924,41**	**498.640,78**
ACTIONS	79.025,00	419.460,67
Haiti	28.000,00	328.389,96
Niger	-	734,50
Congo	51.025,00	25.116,10
Inde	-	20.745,55
Sénégal	-	18.020,70
Evènements	-	6.166,32
Sensibilisation	-	20.287,54
SERVICES ET BIENS DIVERS	22.493,64	52.175,86
REMUNERATIONS	-	52.816,79
Amortissements	-	8.789,80
FRAIS DE BANQUE	66,02	153,76
PRECOMPTE MOBILIER	310,08	842,92
TOTAL CHARGES	**101.894,74**	**534.239,80**
Bénéfice à reporter	**550.029,67**	**-**
Perte à reporter	**-**	**35.599,02**

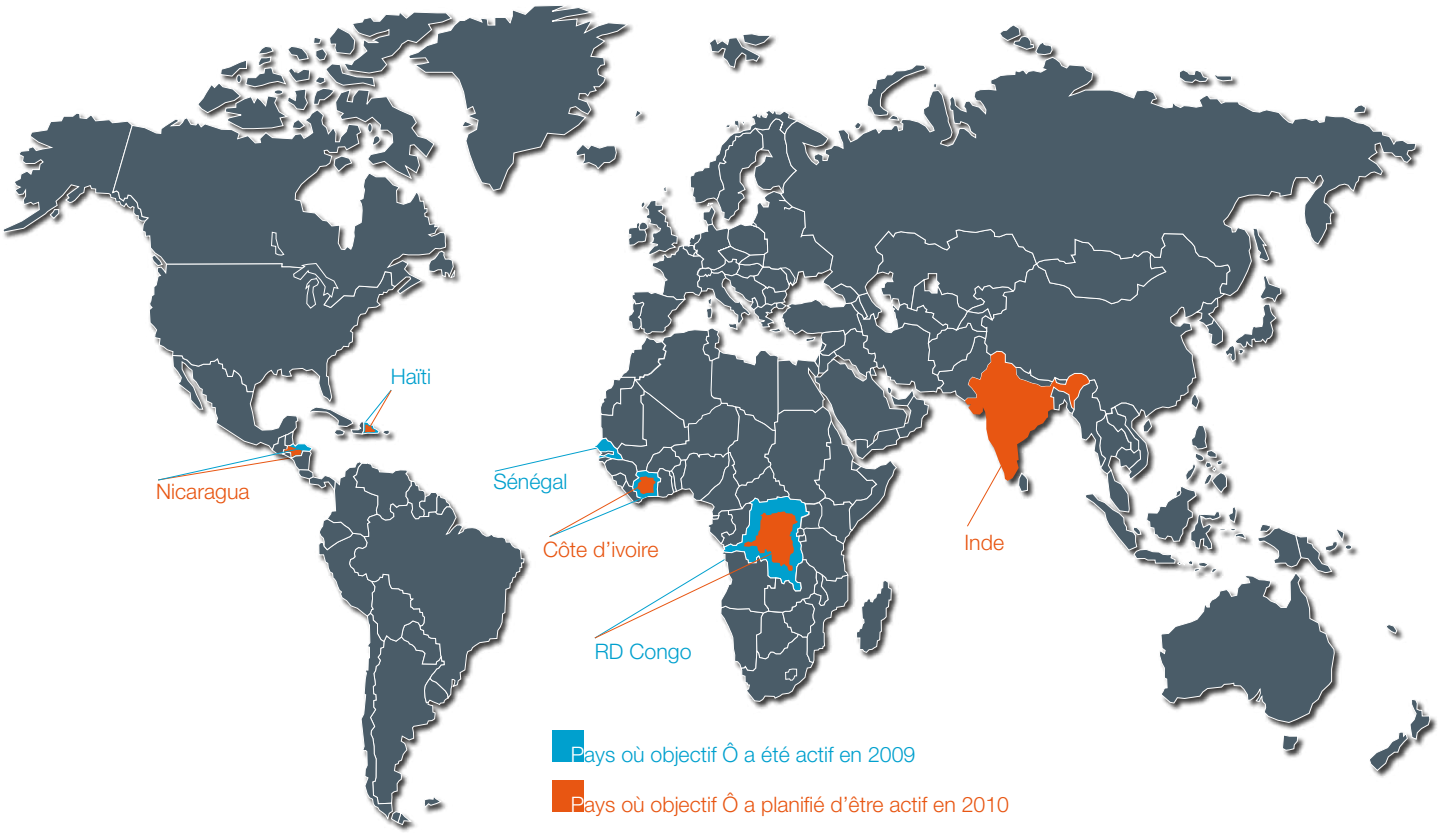
BILAN	2008	2009
Immobilisations incorporelles et corporelles	34.209,53	36.309,24
Créances et cautionnements	147,57	147,57
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS	**34.357,10**	**36.456,81**
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS	**515.672,57**	**481.431,05**
TOTAL DE L'ACTIF	**550.029,67**	**517.887,86**
FONDS PROPRES	**550.029,67**	**514.430,65**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**-**	**3.457,21**
PASSIF	**550.029,67**	**517.887,86**

LES PROJETS d'objectif ô SUR LE TERRAIN

Introduction

Objectif Ô a pour objet de :

- de fournir de l'eau potable aux populations des pays en voie de développement, en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, par des puits, forages, machines capables de rendre l'eau potable, ou par tout autre moyen, en dehors de toute appartenance religieuse, philosophique ou politique ;
- de favoriser et faciliter l'accès de ces populations aux installations sanitaires ;
- d'identifier et d'analyser les projets avant l'acceptation et la réalisation de ceux-ci ;
- de soutenir des projets de développement participatif par une amélioration de l'accès à l'eau, de son partage et/ou de sa valorisation ;
- de mettre en œuvre une gestion participative qui suppose l'implication de chaque individu et de chaque communauté, et également des groupes défavorisés qui doivent prendre leur destin en mains, d'établir un comité de gestion et de former la population locale à l'entretien des travaux et du matériel fourni par l'association ;
- de rechercher le soutien de la population et l'approbation des autorités locales pour la pérennité du projet ;
- de poursuivre la réalisation de son objet par tous les moyens et notamment l'organisation de réunions, de conférences et par la location de tous meubles et immeubles ;
- d'une manière générale, de poser tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet, par voie de cession, d'apport, de fusion, de participation, d'intervention financière ou de tout autre moyen.



Une jeune fille congolaise portant de l'eau (2010).© Jean-Denis Lejeune

La corvée de l'eau, une réalité à vivre au quotidien (RDC 2010).© Jean-Denis Lejeune

«L'eau est une ressource naturelle limitée et un bien public; elle est essentielle à la vie et à la santé. Le droit à l'eau est indispensable pour mener une vie digne. Il est une condition préalable à la réalisation des autres droits de l'Homme. Le droit à l'eau consiste en un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable, d'une eau saine et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques de chacun. Une quantité adéquate d'eau saine est nécessaire pour prévenir la mortalité due à la déshydratation et pour réduire le risque de transmission de maladies d'origine hydrique ainsi que pour la consommation, la cuisine et l'hygiène personnelle et domestique. […] L'eau devrait être considérée comme un bien social et culturel et non essentiellement comme un bien économique. Le droit à l'eau doit aussi être exercé dans des conditions de durabilité, afin que les générations actuelles et futures puissent en bénéficier».

[ONU, 2002, Conseil Economique et Social, Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels, Le droit à l'eau (Articles 11 et 12 du Pacte International Relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels), Observation Générale No 15 (2002) E/C.12/2002/11].

Le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a finalement approuvé par 124 voix favorables, 41 abstentions et aucun vote contraire, la résolution « Le droit à l'eau potable et à l'assainissement » présentée par un groupe de 35 pays du Sud du monde (aucun pays de l'Union européenne n'y figurant).

En 2009, objectif Ô a réalisé des projets en RD Congo, au Sénégal, au Nicaragua et en Haïti[1] .

	Belgique	RD Congo	Sénégal	Nicaragua	Haïti
Population (2010) en millions	10,42	71	14	5,99	9,2
Population (1950) en millions	8,6	12,2	2,75	1,2	3,2
% Population de - 15 ans (2009)	16	49,9	42,2	33,8	38,1
Espérance de vie (2010) en années	79	54	59	71,78	61,38
Mortalité infantile (2009) pour 1.000 naissances	10,44	79,36	57,70	10	59,69
Mortalité enfants - 5 ans (2009) pour 1.000 naissances	4,38	**205**	**116**	4,3	80
% Population sous-alimentée (2004)	/	**75**	20	27	**58**
Nombre de médecins pour 1000 habitants (2007)	4	**0,1**	**0,1**	**0,2**	**0,3**

[1]Statistiques à la date du 20 août 2010

Mise au point

L'eau, l'or bleu

Malgré le caractère vital et unique de l'eau potable, 900 millions de personnes en sont toujours dépourvues. Il s'agit pour la plupart de personnes vivant dans un environnement rural et dans les quartiers extérieurs en croissance rapide des villes en Amérique Latine, Asie et Afrique.

Depuis une dizaine d'années les analyses et les prévisions des Nations Unies (ONU), de l'Organisme d'Alimentation et d'Agriculture (OAA), de l'Organisme Mondial de la Santé (OMS), de l'Organisme Educatif, Scientifique et Culturel des Nations Unies (OESCNU), du Programme de Développement des Nations Unies (PDNU) et de la Banque Mondiale, indiquent:

- l'aggravation de la crise de l'eau dans le monde. Vers 2032, 40 ans après le premier Sommet de la Planète Terre à Rio de Janeiro, 60% de la population mondiale vivrait dans des régions à forte pénurie en eau.
- des problèmes graves concernant les réserves d'eau pour l'agriculture en Chine, en Inde et aux Etats-Unis. Dans ces pays, le niveau des nappes phréatiques a notablement baissé à cause du soutirage excessif de l'eau dans les 50 dernières années pour l'agriculture et l'industrie.
- une augmentation et une intensification des « conflits sur l'eau » entre les états. On parle de plus en plus de l'eau en termes d' «Or Bleu », par analogie avec le pétrole qui est défini comme « l'Or Noir ». Nombreux sont ceux qui croient que le 21è siècles sera un siècle de guerres d'eau.

De l'eau insalubre provenant d'une citerne dans un petit village du Nicaragua (2009).© Jean-Denis Lejeune

Les usages de l'eau

- Dans les pays en développement, l'agriculture constitue une part importante de la consommation totale d'eau douce. Elle est largement supérieure à ce qu'elle est dans les pays industrialisés développés : en Afrique et en Asie, elle dépasse bien souvent 85 %, voire même 90 % dans des pays comme le Mali (et sa forte agriculture cotonnière), le Ghana, la Mauritanie et le Soudan, mais aussi en Inde, en Indonésie, en Asie centrale,…
- Dans les pays industrialisés, les activités industrielles sont responsables de bien plus du tiers de la consommation totale d'eau douce : 45 % aux États-Unis, plus de 50 % en Europe du nord-ouest (et même jusqu'à 80 % en Allemagne) ou encore 62 % en Russie.
- Les différences de consommation domestique sont également marquées. Dans les pays riches, elle englobe les chasses d'eau des toilettes (30 à 40 % de la consommation des ménages) l'arrosage des jardins, voire l'alimentation des piscines privées, peut dépasser les 5 m3 par personne et par jour. Un Américain consomme environ 2000 m3 d'eau par an, alors qu'un Jordanien ne consomme que 100 m3 et un Haïtien 7m^3.

Il faut 80 l d'eau pour produire 1 kg d'acier, 1250 l pour 1 kg d'aluminium et 8600 l pour produire une carte mémoire de 15 centimètres.

Inde (2009)© Jean-Dennis Lejeune

Les conflits

De nombreuses sociétés sont menacées actuellement par une pénurie d'eau, ce qui crée des tensions et des conflits. Il y a au niveau mondial 263 bassins fluviaux qui sont partagés par plusieurs pays. 60 % de la population mondiale vit dans des bassins fluviaux qui traversent plusieurs pays. Aujourd'hui, ceci a déjà abouti à des tensions entre Israël et la Palestine, entre l'Irak et la Syrie, entre l'Inde et le Pakistan, par exemple.

- Les Indiens Cucap au Nord du Mexique sont menacés d'extinction parce que les rivières sont asséchées par les champs de coton d'Arizona et les piscines de Los Angeles.
- Les éleveurs, nomades et paysans du Sahel se battent pour la gestion des puits d'eau.
- En Turquie, les ambitieux projets de barrages délogent des groupes de population entiers.
- Les mêmes phénomènes se produisent aux Philippines et en Chine.

On peut aussi citer les conflits entre :

- l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte pour le contrôle des ressources du Nil : le Nil est une ressource vitale pour l'Égypte et dans une moindre mesure pour le Soudan, alors que l'Ethiopie, où la plus grande partie du bassin prend sa source, envisage de construire plusieurs dizaines de barrages. Une « Initiative du bassin du Nil » tente de promouvoir le dialogue entre les dix pays riverains du fleuve ;
- l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie autour du fleuve Congo et du Lac Victoria ;
- la Chine et la Russie à propos du fleuve Amour ;
- le Chili et la Bolivie à propos du rio Silala ;
- le Pérou et la Bolivie à propos du détournement du rio Mauri ;
- les États-Unis et le Mexique : les États-Unis exploiteraient le fleuve Colorado de manière abusive, tandis que le Mexique polluerait le Rio Grande dont ont besoin les agriculteurs texans.

La pauvreté

La pénurie d'eau entraîne des inégalités de chances de développement. Fin 2002, le Centre Britannique pour l'Ecologie et l'Hydrologie a lancé le premier Water Poverty Index (WPI)[2] . L'indice, un chiffre simple, représente la relation entre la disponibilité en eau, l'intégrité de l'environnement, la santé, le manque d'égards sociaux et la pauvreté. L'indice WPI a été développé en collaboration avec plus de 100 experts en eau du monde entier. Il sert à évaluer la gestion en eau dans les pays et ses communautés selon une norme internationale, et à donner des impulsions à l'amélioration.

Le rapport entre pénurie d'eau et pauvreté est évident, mais néanmoins plus complexe qu'on le pense généralement. L'installation d'une pompe ou d'un système de distribution d'eau n'implique pas nécessairement que les femmes et les enfants puissent profiter d'une façon optimale de l'eau saine et proche. A cause de leur position et rôle dans la famille ou dans la communauté, ils ne sont presque pas impliqués dans la gestion ou la formation. En dehors de leur disponibilité, l'efficacité de l'usage de ces eaux joue aussi un rôle dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi le Water Poverty Index (WPI) ne tient pas seulement compte des aspects géophysiques, mais aussi des aspects économiques et sociaux. Concrètement le WPI inclut 5 paramètres: disponibilité, accès, capacité, usage et environnement.

Aujourd'hui la Finlande enregistre le meilleur résultat dans le tableau WPI, suivi par le Canada, l'Islande et la Norvège. Dans ces pays les eaux potables, de surface et souterraines sont amplement disponibles ou sont achetées en quantité suffisante, elles sont distribuées efficacement, et les réserves en eau y sont d'une qualité excellente.

Mais ce ne sont pas que des pays industrialisés qui brillent au sommet du WPI. A la tête, on trouve deux pays en voie de développement: la Guyane et le Surinam. Quelques pays industrialisés sont même classés en bas, comme les Etats-Unis (32ième) et le Japon (114ième). La consommation en eau aux Etats-Unis est la plus haute du monde tandis qu'au Japon, entre autres, il y a une faible disponibilité en eau. La pollution des eaux de surface aboutit également à ce résultat plus bas. Ceci est par exemple le cas pour la Belgique, qui se pose à la 56ième place. Dans le classement général, les plus mauvais résultats sont enregistrés par le Niger, l'Ethiopie, l'Erythrée, le Malawi, le Djibouti, le Tchad, le Bénin, le Rwanda et le Burundi. La lanterne rouge est portée par Haïti.

Les difficultés à se procurer de l'eau potable en Haïti (2009).© Jean-Denis Lejeune

[2]Source : PROTOS «L'eau et les conflits»

La République Démocratique du Congo

Contexte

La République démocratique du Congo est le troisième plus vaste pays du continent africain derrière le Soudan et l'Algérie. Il est le plus peuplé d'Afrique centrale. C'est le pays le plus peuplé de la francophonie avec une population estimée à plus de 68 millions d'habitants. Avec une superficie de 2.345.409 km², il fait 79 fois la taille de la Belgique et constitue le 12ième plus grand pays au monde. La RD Congo possède trois fleuves, dont le fleuve Congo, deuxième plus grand fleuve d'Afrique.

La RDC est l'un des rares pays en Afrique où les questions de désertification et de pénurie d'eau ne se posent pas. Dense, le réseau hydrographique comprend une trentaine de rivières totalisant plus de 20.000 kilomètres de berges et le fleuve Congo, long de 4.670 kilomètres, à l'embouchure, le deuxième débit le plus important du globe (40.000 m³ d'eau par seconde). Le pays est le plus arrosé du continent, avec une moyenne de ressources hydriques renouvelables de 900 kilomètres cubes par an, ce qui représente presque le quart des ressources en eau douce du continent africain.

Maluku est de loin la commune la plus étendue de la province de Kinshasa. Elle en constitue en effet 79% du territoire. Elle est située au nord-est de la province, à l'issue amont du Pool Malebo (anciennement Stanley Pool). Le lieu est connu pour avoir hébergé une importante usine sidérurgique de 1974 à 1976 (traitement à froid) et 1980 (traitement à chaud). Le nom Maluku vient de liluku, au pluriel maluku : sorte de palétuviers géants poussant le long de la rivière Mongala, à l'Équateur.

Le projet soutenu par l'Union européenne et réalisé en partenariat avec SOS Layettes Solidarité et Développement au Nord, l'Association des Pêcheurs et Artisans de Maluku (APAM) et la Fédération des ONG Laïques à vocation Economique du Congo (FOLECO) au Sud, vise l'amélioration des conditions de vie générales des habitants de Mambutuka, Ingana et Mai-Ndombe. Objectif Ô et ses partenaires ont permis l'accès à un point d'eau potable à l'ensemble de la population de ces 3 villages (environ 4.000 personnes).

Description du projet

L'action concerne le projet intégré d'alimentation en eau potable et de contribution au développement socio-économique de villages de pêcheurs congolais de la communauté de Maluku.

Les partenaires.

- L'Union européenne
- SOS Layettes
- Fédération des ONG laïques à vocation économiques du Congo (FOLECO) asbl
- Association des pêcheurs et artisans de Maluku (APAM) asbl

La population cible

Le projet concerne une population d'environ 4.000 personnes. Cette population consomme presque exclusivement de l'eau brute puisée directement du fleuve Congo. La consommation de cette eau polluée conduit au développement de toute une série de pathologies chez les consommateurs, en particulier chez les enfants. A l'échelle nationale, le taux de mortalité des moins de 5 ans était encore de plus de 20% en 2006 (UNICEF) ! Cette situation a des impacts importants sur le niveau de développement socio-économique de la population.
Toutes les couches de la population sont visées par le projet ; les bénéfices seront cependant plus importants pour :

- Les femmes : réduction de la corvée d'eau permettant un gain de temps pour les activités complémentaires (commerce, artisanat, éducation des enfants,…)
- Les enfants : bénéfice d'un point de vue des conditions de santé mais également d'éducation.
- Les personnes âgées et immuno-déprimées (Sida) : plus fragile point de vue santé.

En terme de bénéficiaires finaux, au-delà des habitants des villages ciblés, le projet aura également des répercussions pour les populations environnantes n'ayant pas accès à l'eau potable ainsi que les congolais de passage montant ou descendant le fleuve Congo et manquant souvent cruellement d'eau potable (barges assurant la liaison Kinshasa-Kisangani se présentant comme de véritables villages flottants). La disponibilité de l'eau potable sur ces barges et le maintient des bonnes conditions d'hygiène constituent une nécessité afin d'éviter la propagation d'épidémies liées aux maladies hydriques. Il est évidemment difficile d'évaluer le nombre de bénéficiaires finaux compte tenu de la fluctuation de ces derniers, mais on peut estimer le nombre de bénéficiaires totaux à 6.000 personnes (4.000 bénéficiaires directs et 2.000 bénéficiaires indirects).

© Jean-Denis Lejeune

Objectifs et résultats attendus

L'objectif global de ce projet consiste à contribuer à la lutte contre la pauvreté et à améliorer les conditions de vie générales des habitants de trois villages de pêcheurs situés en bordure du fleuve Congo (Mambutuka, Ingana et Mai-Ndombe, commune de Maluku) en satisfaisant leurs besoins primaires en eau potable. Cet aspect est particulièrement crucial pour les villages de pêcheurs concernés car une usine de séchage de poisson a été récemment installée dans la région et seule une main-d'œuvre en bonne santé et apte à assurer un bon fonctionnement de cette nouvelle installation permettra de développer le secteur local de la pêche et de favoriser le développement rural de la commune de Maluku.

Les principaux résultats attendus sont les suivants :

- Les populations bénéficiaires sont sensibilisées à la problématique de la consommation d'une eau de mauvaise qualité et aux déficiences en matière d'hygiène.
- Des unités de traitement d'eau autonomes et technologiquement adaptées aux contraintes locales sont installées dans les villages et disponibles pour la population.
- Les populations sont informées sur le mode de fonctionnement des unités de traitement d'eau.
- Des comités de gestion sont formés et la gestion technique et socio-économique des équipements est prise en charge par les bénéficiaires.
- Un suivi et une évaluation continue sont réalisés par les cellules d'animation et de sensibilisation ainsi que par les cellules techniques.

La pertinence du projet

L'eau potable constitue l'un des éléments clé du développement socio-économique dans les communautés rurales isolées des pays les moins avancés. Le cortège de maladies entraînées par la consommation d'une eau de boisson de mauvaise qualité ou encore la corvée de l'eau pour les femmes et les enfants parfois sur plusieurs kilomètres chaque jour constituent un obstacle à ce développement et un élément majeur caractérisant l'état de pauvreté.

Ce projet, proposé par les populations elles-mêmes, est ancré dans une dynamique de développement local. Les bénéfices socio-économiques induits par l'accès à l'eau potable seront à l'origine d'une plus value économique non négligeable puisque les bénéficiaires, en meilleure santé, auront une meilleure aptitude au travail. En plus de l'aspect économique, il est nécessaire de mettre en avant l'aspect social du projet. La formation d'un comité de gestion et la réduction de la corvée d'eau pour les femmes et les enfants sont deux éléments qui participeront, entre autres, à l'amélioration sociale des villages et de la condition de la femme.

Le projet présente également un caractère innovant par la technologie qu'il se propose d'utiliser. Dans la zone ciblée, les opportunités de fournir de l'eau potable à des coûts raisonnables sont quasi inexistantes et le traitement d'eau de surface représente pour le moment la seule alternative de caractère durable pour approvisionner les villages riverains en eau et d'en garantir la qualité au cours de la chaîne de l'eau (utilisation de désinfectant produit sur site par énergie solaire). Ainsi, il n'y a que très peu d'initiatives mises en place récemment pour doter la zone en eau potable, que ce soit au niveau de l'état ou des ONGs travaillant dans la région ciblée, et dans tous les cas, l'option du traitement de l'eau à l'échelle rurale n'intervient que très rarement.

De plus notre mode d'intervention devra faciliter le transfert de la technologie aux acteurs de la communauté, d'une part grâce à des formations techniques de base pour les bénéficiaires, d'autre part, grâce à un transfert de compétence où des techniciens seront formés dans les techniques d'assemblage du matériel afin, ultérieurement, de participer à la construction locale des équipements.

La suite du projet

A terme, il s'agit donc à travers ce projet de permettre à des communautés locales organisées d'accéder à un ensemble de services de base et ce, sous la forme d'une gestion autonome dans le cadre de la décentralisation dans les milieux difficiles d'accès. Les thèmes transversaux suivant seront directement pris en compte dans le cadre de cette action : promotion de l'égalité des genres en intégrant directement les femmes dans les différentes activités et dans les comités de gestion, protection et promotion des droits de l'enfant grâce à la réduction de la corvée de l'eau et lutte contre le Sida en fournissant de l'eau potable aux personnes immuno-déprimées particulièrement sensibles.

© Jean-Denis Lejeune

© Altech

© Altech

Sénégal

Contexte

Le Sénégal est confronté à d'importants problèmes d'accès à l'eau potable. En effet, malgré les efforts consentis par les politiques sectorielles et les différents acteurs de développement, l'accès à l'eau reste une contrainte nationale majeure pour développement des populations, particulièrement en milieu rural. La question de l'eau au niveau national ne se pose pas en terme de quantité globale mais en terme de disponibilité et/ou de qualité des ressources. Les situations d'accès à l'eau sont contrastées entre le milieu urbain et le milieu rural comme en témoignent les chiffres suivants :

- en milieu urbain, 95,7% de la population de Dakar et 84,3% de la population des villes régionales ont un accès dit "raisonnable" à l'eau potable, selon un état des lieux effectué en 2002 (PEPAM, 2004);
- en milieu rural, 64% de la population dispose d'un accès "raisonnable" à l'eau potable, selon un état des lieux effectué en 2004 (PEPAM, 2005).

La principale ressource en eau exploitée dans le cadre de l'hydraulique rurale au Sénégal est souterraine.

Le fleuve Sénégal, long de 1083 km, constitue la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie. Il est une des ressources en eau douce la plus importante du pays. En effet, le débit moyen annuel du fleuve est d'environ 676 m3/s au niveau de la station de Bakel, correspondant à un apport annuel de l'ordre de 24 milliards de m3. Il est caractérisé par des régimes inter-saisonnier et inter-annuel très contrastés. Il alimente le lac de Guiers, de manière permanente à travers le canal de la Taoué. Ce lac alimente la région de Dakar en eau douce à hauteur de 30% environ, via l'adduction du Lac de Guiers (ALG), à partir des stations de traitement de N'gnith (capacité de production de 52.000 m3/jour) et de Keur Momar Sarr.
La zone deltaïque du fleuve Sénégal (régions de Saint-Louis et de Louga) est caractérisée par des ressources en eaux souterraines saumâtres (11,8g/l de résidus secs observé à Colonnat dit Balki).

Cette situation pousse les populations de la zone à s'alimenter directement en eau au niveau du fleuve, sans qu'aucun traitement ne soit effectué avant consommation. Avec pour conséquence, le développement important de maladies hydriques, telles que la bilharziose fréquemment rencontrée au Sénégal, au sein des populations et la dégradation des conditions sanitaires observée dans la zone. Seconde endémie parasitaire mondiale après le paludisme, la bilharziose ou schistosomiase est une maladie chronique et débilitante dont la prévalence atteint les 180 millions d'individus[3].

Le village de Dêbi, situé à environ 55 km au NNE de la ville de Saint-Louis, sur la rive gauche du fleuve Sénégal, vit essentiellement de l'agriculture (riz, tomates,…), de la pêche et de l'élevage. Il comprend une école et un dispensaire. Il n'est pas relié au réseau d'électricité.

Les 2141 habitants de ce village éprouvent d'énormes difficultés d'approvisionnement en eau potable. En effet, la seule infrastructure d'AEP (accès à l'eau potable) présente est un puits moderne exploitant une nappe salée. Cette eau est donc impropre à la consommation et cette situation pousse les habitants du village à consommer l'eau directement prélevée dans le fleuve, qui est largement envahi par les macrophytes aquatiques de type Typha australis. Un traitement rudimentaire à l'eau de javel est effectué avant consommation. L'accès à ce fleuve est difficile et dangereux, notamment à cause d'une flore et une faune sauvage, dont une présence importante de serpents venimeux.

En plus d'un point d'approvisionnement en eau, le fleuve est également le siège des toilettes corporelles, les lessives, et de l'abreuvement du bétail. Ces conditions ont pour conséquence le développement important de maladies liées à l'eau, d'origine :

- virales telles que la gastroentérite, les hépatites ;
- bactériennes telles que la gastroentérite, le choléra, la salmonellose, les infections cutanées ;
- parasitaires telles que les amibiases, la bilharziose particulièrement présente dans la zone.

Les modes de contamination de ces infections sont de type féco-oral, cutané ou par ingestion de l'hôte intermédiaire. Ces infections affectent toutes les couches de la population dans leurs activités respectives et contribuent à la dégradation de l'état sanitaire des populations, des enfants, des femmes enceintes et des personnes âgées, en particulier.

[3]Dans le rapport du Joint Monitoring Program (2000) de l'OMS et l'UNICEF : sont considérées comme bénéficiant d'un accès "raisonnable" les populations de: 1. toutes les localités disposant sur place d'une ou plusieurs bornes-fontaines, d'un puits ou d'un forage à motricité humaine, ainsi que 2. toutes les localités situées à moins de 1 km des localités précédentes.

Description du projet

Les partenaires.

- Fortis Foundation
- Glaxo Smith Kline
- ETM : Europe Tiers Monde

La population cible.

Les bénéficiaires directs de ce projet sont les habitants du village de Dêbi soit 2141 bénéficiaires directs. Situé sur la rive gauche du fleuve Sénégal, à l'entrée du Parc touristique du Djoudj, le village de Dêbi est localisé dans la communauté rurale (CR) de Ross Béthio département de Dagana, région de Saint-Louis. La population des villages voisins bénéficie également de ce projet.

Toutes les couches de la population sont concernées par ce projet, principalement sur le plan de la santé, et particulièrement :

- Les femmes : la réduction de la corvée eau, notamment au niveau de l'effort lié à l'extraction de l'eau, permet aux femmes de se consacrer davantage au développement d'activités génératrices de revenus (petit commerce, artisanat, maraîchage,…) permettant d'améliorer le revenu de la cellule familiale.
  Les femmes sont largement impliquées lors de la mise en place de l'association des usagers et occupent des postes à responsabilités au sein de la structure de gestion de la station (association d'usagers, comité de gestion), favorisant leur émancipation au sein de la communauté.
- L'amélioration des conditions de santé des enfants favorise la régularisation de leur scolarité.
- Les personnes âgées : l'amélioration sanitaire influencera de manière importante les conditions de vie des personnes âgées, couche particulièrement vulnérable.

Les populations des villages environnants seront également impliquées dans le projet. Elles seront associées au projet lors des différentes sessions de sensibilisation et de formation.

Objectifs et résultats attendus

L'objectif global du présent projet est l'amélioration des conditions socio-économiques des populations riveraines du Fleuve Sénégal, suite à un accès durable à l'eau potable et à l'hygiène, dans le cadre de l'atteinte des OMD.
Les objectifs du projet consistent d'assurer l'approvisionnement durable de la population de Dêbi en eau de boisson potable et de renforcer les capacités techniques, de gestion, de participation et de prise de décisions de la population cible.

La pertinence du projet

Le projet s'inscrit dans les grands axes stratégiques du développement durable, à travers ses trois piliers :

Le présent projet, comme le développement durable, se veut être basé sur l'évaluation des besoins humains.
Le principe de l'équité sociale est placé au centre du projet, notamment à travers :

- la création de structures démocratiques favorisant la concertation sociale ;
- la prise en compte de l'aspect genre, dans les structures formées ;

L'appropriation des résultats de l'action par les bénéficiaires est assurée notamment par une forte implication des populations, lors de la mise en œuvre des activités et par le renforcement des capacités des bénéficiaires au plan technique, organisationnel, de la gestion,… Ce renforcement a des retombées positives sur d'autres secteurs d'activités.
Les principaux impacts du projet, au plan social, sont :

- l'amélioration des conditions sanitaires ;
- la réduction de la pénibilité de la corvée eau pour les femmes et les enfants ;
- l'amélioration de la scolarité des enfants.

Le projet intègre le concept de préservation environnementale à différents niveaux :

- **technique :** par la mise en place d'un système de traitement d'eau gravitaire et le recours aux énergies renouvelables pour le pompage de l'eau brute. La station compacte est caractérisée par de faibles rejets de traitement, inertes, minimisant son impact sur le milieu environnant.
- **gestion intégrée des ressources :** la sensibilisation des populations au concept de gestion intégrée des ressources en eaux.

L'appropriation des résultats du projet par les populations, la pérennité du système économique mis en place et la préservation de l'environnement concourent à nous inscrire dans les perspectives d'un développement social, économique et écologique durable.

La suite du projet

La mobilisation sociale, placée au centre du présent projet, devrait aboutir à l'appropriation totale des résultats du projet par les bénéficiaires.

La mise en place de structures démocratiques telles que les associations d'usagers, les comités de gestion permet la pérennisation d'une gestion économique saine, durable et transparente des infrastructures.

Le système de paiement au volume couvre la rémunération du gérant, l'indemnisation des agents de santé, les frais de maintenance ainsi que l'amortissement du matériel. Il permet donc une maintenance durable des infrastructures d'AEP, gérée par des techniciens formés par le projet, et le renouvellement de celles-ci à terme. L'emploi de pompage solaire assure une autonomie quasi complète du point d'eau et minimise les coûts d'exploitation de celui-ci.

Le renforcement des capacités des bénéficiaires ont des impacts positifs durables sur les autres initiatives villageoises (groupements de femmes,…).

La sensibilisation des cibles à la gestion intégrée et responsable des ressources en eau aboutit à leur préservation à long terme.

Petite fille nommée Divine. © Valérie Joveneau

Haïti

Contexte

Ce projet a été mis en œuvre suite aux catastrophes climatiques naturelles qui ont touché Haïti, déjà considéré comme l'un des pays les plus pauvre de l'hémisphère Nord. Quatre cyclones ont ainsi dévasté le pays et fait des centaines de victimes. Selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), plus de 500 personnes ont ainsi été tuées à Haïti rien que par le passage de Hanna. L'UNICEF a annoncé pour sa part que 650.000 personnes dont 300.000 enfants avaient été affectées par l'ensemble de ces catastrophes naturelles.

© Jean-Denis Lejeune

Après le passage des cyclones, ce sont toutes les infrastructures de base qui ont été détruites durant les inondations. Parmi les manques criants auxquels la population a dû faire face dans l'urgence, on trouve évidemment l'accès à l'eau potable. Dans ce cadre, une aide d'urgence de première ligne s'est mise en place avec notamment l'établissement de ponts aériens avec les zones sinistrées.

En complément à l'effort international qui s'est mis en place en 2008 pour venir en aide aux populations sinistrées, objectif Ô a souhaité apporter sa contribution en fournissant des unités de traitement d'eau Hydropur, déjà présentes en Haïti, afin de contribuer à la réhabilitation des zones sinistrées. Le fonctionnement autonome de ces stations de traitement d'eau constitue un atout non négligeable.

L'intérêt de l'approche du traitement durable de l'eau se justifie pleinement car si les solidarités nationales et internationales permettent de fournir rapidement aux survivants des apports essentiels comme de l'eau en bouteille ou en jerrycan, cette forme d'approvisionnement ne peut pas se poursuivre à moyen terme et encore moins à long terme. Cette aide d'urgence, pourtant indispensable, est en effet coûteuse, encombrante et non durable. A titre de rappel, vous trouverez ci-dessous quelques photos rappelant l'ampleur de la problématique rencontrée après les inondations de 2008

Description du projet

Les partenaires.

- La Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD)
- L'ONG haïtienne CALEBASSE qui est le partenaire local chargé de l'appui aux populations pour les aspects socio-économiques et pour l'encadrement et le suivi à long terme
- ETHIAS

La population cible.

Ce projet touchera environ 6.000 familles haïtiennes sinistrées par les cyclones (5.965 familles recensées) et réparties dans 6 villages des communes de Marchand Dessalines et de l'Ester. Voici les 6 villages retenus dans la commune de Marchand Dessalines :

- ***Jean-Denis*** **-** Village de la première section communale de Marchand Dessalines comptant 8 localités et qui est borné au Nord par Blain, au sud par Raymond Saint, à l'est par Béra et à l'ouest par boulin. On dénombre environ 1.000 familles.

La station de traitement d'eau sera alimentée en eau brute par un canal d'irrigation situé à moins de 100 mètres.

- ***Duvalon -*** Village de la deuxième section communale de Marchand Dessalines comptant 36 localités et qui est borné au nord par Gilbert, au sud par Petit Béra, à l'est par Caramel, laraque, fabias et à l'ouest par Pinson. On dénombre environ 1.500 familles.

  La station de traitement d'eau sera alimentée en eau brute par un canal d'irrigation situé à moins de 100 mètres.

- ***Acul Dubuisson -*** Village de la cinquième section communale de Marchand Dessalines comptant 4 localités et qui est borné au nord par Danache, au sud par Grand Moulin, à l'est par Boudette petite place et à l'ouest par Acul Baster. On dénombre environ 640 familles.

  La station de traitement d'eau sera alimentée en eau brute par un canal d'irrigation situé à moins de 100 mètres.

- ***Brèche Danache -*** Village de la deuxième section communale de Marchand Dessalines comptant 3 localités et qui est borné au nord par Petit d'Aquin, au sud par Danache, à l'est par Bac d'Aquin et à l'ouest par Boudette Grande Place. On dénombre environ 500 familles.

  La station de traitement d'eau sera alimentée en eau brute par un canal d'irrigation situé à moins de 100 mètres.

- ***Petite Desdunes -*** Village de la deuxième section communale de l'Estère comptant 9 localités et qui est borné au nord par Pont tamarin, au sud par la commune de Desdunes, à l'est par la ville de l'Estère et à l'ouest par Bois dehors. On dénombre environ 1.625 familles.

  La station de traitement d'eau sera alimentée en eau brute par un canal d'irrigation situé à moins de 100 mètres.

- ***Dézeau -*** Village de la deuxième section communale de Dessaline comptant 6 localités et qui est borné au nord par Hâte chevreau, au sud par Duvalon, à l'est par Gilbert et à l'ouest par Molette Gérard. On dénombre environ 700 familles.

  La station de traitement d'eau sera alimentée en eau brute par un canal d'irrigation situé à moins de 100 mètres.

- ***Grasette -*** Le village est situé au Sud de l'île. Ce projet touche l'ensemble des habitants de ce village sinistré, soit approximativement 1.000 à 1.500 personnes directement et durablement sur le site ; ainsi qu'environs 2.000 personnes « déplacées.

Objectifs et résultats attendus

Les conditions de vie générales des habitants des villages sinistrés ciblés par ce projet sont améliorées et l'ensemble des populations des villages sinistrés ciblés par ce projet a accès à un point d'eau et consomme de l'eau potable de façon durable.

© Jean-Denis Lejeune

La pertinence du projet

Dans le cadre de ce projet, c'est le Département de l'Artibonite, l'un des plus touché par les cyclones, qui a été ciblé. Les conditions de vie, déjà rendues difficiles pour les haïtiens compte tenu du manque d'infrastructures sociales et sanitaires et de leur état, ont évidemment encore périclité suite au passage des derniers cyclones.

La commune retenue lors des premiers diagnostics est la commune de Marchand Dessalines, situé dans l'Est du département de l'Artibonite. Cette zone est divisée en 6 sections communales dont les noms sont les suivants : Villard, Haute-feuille, Bonjour, poste-Pierrot, Lacroix et Chéneau). La superficie de cette commune est de 459 km^2 avec une population de 127.529 habitants.

La suite du projet

La mobilisation sociale, placée au centre du présent projet, devrait aboutir à l'appropriation totale des résultats du projet par les bénéficiaires. La mise en place de structures démocratiques telles que les associations d'usagers, les comités de gestion permet également la pérennisation d'une gestion économique saine, durable et transparente des infrastructures.

Le système de paiement au volume couvre la rémunération du gérant, l'indemnisation des agents de santé, les frais de maintenance ainsi que l'amortissement du matériel. Il permet donc une maintenance durable des infrastructures d'AEP, gérée par des techniciens formés par le projet, et le renouvellement de celles-ci à terme.

L'emploi de pompage solaire assure, par ailleurs, une autonomie quasi complète du point d'eau et minimise les coûts d'exploitation de celui-ci. De plus, le renforcement des capacités des bénéficiaires ont des impacts positifs durables sur les autres initiatives villageoises (enfants, groupements de femmes,…).

La sensibilisation des cibles à la gestion intégrée et responsable des ressources en eau aboutit donc à leur préservation à long terme.

© Jean-Denis Lejeune

Nicaragua

© Jean-Denis Lejeune

Contexte

La Fondation NRDF (Fondation pour le Développement des Ressources du Nicaragua) a mené en 2004 une étude de faisabilité, sous financement de la Région Wallonne, visant à une description sanitaire des sources d'eau pour la consommation humaine dans les départements de Chinandega, de Leon, de Jinotega ainsi que sur l'île d'Ometepe, impliquant une coordination avec des entités étatiques ainsi qu'avec les populations locales ayant exprimé initialement le besoin d'un accès à l'eau potable. La présence sur le terrain d'une équipe pluridisciplinaire a permis une analyse profonde de la situation sociale et technique actuelle des communautés afin de maîtriser le contexte de l'action et de travailler main dans la main avec les communautés (populations et mairies principales des 4 départements).

L'étude réalisée sur le système actuel de fourniture d'eau des 38 sites présélectionnés a pu démontrer que les sources et les captages alimentant les réservoirs de stockage et les réseaux de distribution domiciliaires de ces communautés ne sont pour la plupart pas pourvus de dispositif de filtration ou de désinfection, ce qui se traduit par la prévalence de nombreux cas de maladies hydriques et autres maladies infectieuses liées à la consommation et à l'utilisation d'une eau non potable. Le manque de formation en matière d'hygiène générale et préventive de la population constitue évidemment un facteur aggravant. Dans les rares cas ou ces dispositifs sont présents, il ne s'agit que de systèmes rudimentaires, non sécurisés et inadaptés au contexte local. De plus, en ce qui concerne la désinfection, l'hypochlorite de sodium ou « eau de Javel » nécessaire n'est pas toujours disponible sur place en quantité suffisante ou n'est tout simplement pas accessible financièrement aux communautés villageoises.

Le nombre de sites retenus devrait s'avérer comme étant un minimum pour profiter d'une large économie d'échelle à tous niveaux (fabrication, transport, montage, formation, organisation du suivi et résultats statistiques impliquant différents cas de figures tant techniques que sociaux).

Au-delà de l'aspect santé et des cas de mortalité, principalement infantiles, entraînés par les maladies d'origine hydrique, il faut également signaler que ces dernières nuisent considérablement à la disponibilité de la main d'œuvre et au développement socio-économique des zones concernées.
Sur base de cette étude, cinq premières installations seront réalisées dans les semaines qui viennent dans les départements de Chinandega et de Leon, ce qui devrait permettre de garantir la potabilité de l'eau et surtout, l'autonomie en matière de production de désinfectant, pour environ 10.000 personnes.

Description du projet

Le partenaire

- Fondation pour le Développement des Ressources du Nicaragua, la NRDF est une organisation sans but lucratif, d'intérêt social et éducatif, apolitique, inscrite légalement dans le registre national des ONG au Nicaragua depuis 2003.

La population cible.

Le projet concerne 5 sites dans le département de Léon, ce qui représente environ 1.500 familles ou 10.000 bénéficiaires directs. Tous les sites retenus sont déjà alimentés en eau (non potable) par des réseaux de distribution domiciliaires généralement en bon état. Toutefois, l'eau captée et distribuée ne fait jamais l'objet d'un traitement comme peuvent en témoigner les nombreux cas de maladies hydriques sévissant dans ces régions.

Malgré le niveau d'éducation relativement faible, les populations bénéficiaires, constituées principalement de petits producteurs organisés en coopératives, comptent toujours des comités de gestion de l'eau, ce qui témoigne d'un réel intérêt de leur part pour la question et ce qui laisse présager d'une participation active et d'une implication directe des populations demandeuses à la réalisation de ce projet. Ces comités s'occupent actuellement de la distribution et de la maintenance au moyen de quotes-parts rassemblées auprès des communautés

Objectifs et résultats attendus

Le projet vise à l'établissement d'un système de potabilisation d'eau autonome et adapté au contexte local avec production de désinfectant sur site, dans les 3 communautés villageoises visées, pour améliorer les conditions de vie générale des populations bénéficiaires.

1. Phases de sensibilisation de la population au projet et implication directe de cette dernière dans la réalisation des différentes activités. Approche participative en maintenant une vision de genre (implication des hommes et des femmes) afin d'obtenir la participation maximale de tous les secteurs des communautés.

2. Traitement de l'eau de distribution de 5 entités villageoises au niveau des réservoirs de stockage.

3. Phases de formation, dans chaque communauté, des comités locaux en gestion, en maintenance des équipements fournis, en santé préventive, en hygiène générale et en protection environnementale.

4. Evaluation et monitoring constant du projet en matière de santé et de développement économique et social.

La pertinence du projet

Afin d'assurer un suivi correct du projet, une personne de la Fondation travaillera sur le terrain à temps plein afin de coordonner de manière constante les différentes activités avec les leaders et les comités d'eau déjà existants dans les communautés.

En concertation avec les bénéficiaires, la Fondation disposera d'indicateurs clairs et mesurables afin d'estimer l'objectif et l'accomplissement des résultats du projet. NRDF développera un cadre logique dans lequel tous les éléments seront prévus pour une évaluation des objectifs, ce qui se fera durant des périodes définies au travers du plan d'activités.

La suite du projet

Le projet devrait être durable grâce à la technologie utilisée et au volet social développé incluant la participation maximale des communautés et l'appropriation de cette technologie par les comités d'eau.

Les formations permettront d'enrichir les connaissances nécessaires des bénéficiaires afin de garantir la pérennité tant technique et sanitaire que sociale du projet. Ces formations permettront également d'améliorer la connaissance des bénéficiaires quand à l'intérêt du respect des règles d'hygiène élémentaires afin de ne pas hypothéquer les résultats escomptés par l'introduction de l'eau potable. Nous prévoyons également une réplique des formations au sein de chaque communauté.

La visibilité offerte par ce projet devrait quant à elle permettre à l'avenir un développement de la technologie utilisée à grande échelle dans le pays compte tenu du nombre de sites potentiels pour l'installation de ces équipements.

Sensibilisation et **mobilisation sociale** en Belgique

Pour mener à bien ses missions, objectif Ô est également actif en Belgique : éducation au développement (sensibilisation des jeunes à travers des animations et activités spécifiques), plaidoyer auprès des autorités, information et mobilisation du grand public.

Education pour le développement

Des écoles se sont investies et ont participer activement dans leur communauté pour donner accès à l'eau potable à ceux qui n'en ont pas. Trois projets ont vu le jour et ont contribué à faire avancer la cause de l'eau : le Collège du Sacré Cœur de Charleroi, l'école de l'Ermitage de Flémalle et la Kleuteschool d'Edegem.

Sous la houlette de l'enseignante Sophie Bernair, l'ensemble des élèves de 2è année secondaire du Sacré Cœur de Charleroi se sont mobilisés autour du thème de l'eau. Ils ont analysé ce bien précieux d'une manière transversale, du cours de géographie au cours de chimie.

Ils ont décidé d'organiser une récolte de fonds pour soutenir les projets d'objectif Ô sur le terrain. Avec une contribution de la direction, ils ont récolté € 3.000 ! Les élèves de l'école fondamentale de Flémalle ont eux aussi travaillé autour d'un projet de solidarité. Plusieurs activités ont été réalisées et ont permis de rassembler une somme de € 470 versée à objectif Ô.

A Edegem, les tout-petits de l'école maternelle ont fait une danse de l'eau et récolté un montant de €1.200 pour donner de l'eau potable.

La directrice de la Kleuterschool d'Edegem, Mme Ilse Demarbaix, s'engage avec le corps enseignants et leurs élèves pour la cause que défend objectif Ô, depuis maintenat deux ans. © Kleuterschool Edegem

Mobilisation social

Show Ping

objectif Ô a proposé un « Show Ping », le 6 décembre, à la Maison des sports de Nivelles. Ce spectacle résulte de la rencontre entre l'humour et le sport ou entre des humoristes et des sportifs de talents.

Ce spectacle, qui a déjà fêté ses 10 ans en 2008, voit se dérouler une rencontre de tennis de table entre les frères SAIVE. Mais attention, il ne s'agit pas d'une rencontre banale car elle se déroule sous les yeux d'un intraitable arbitre - qui au départ croyait arbitrer un match de foot- l'humoriste liégeois, Pierre THEUNIS.

La rencontre prend souvent des tournures inattendues qui nécessitent, pour remettre de l'ordre, l'entrée en scène des entraîneurs de nos deux champions, les célèbres frères Wang : Bruno et Vincent TALOCHE.

© Alao Kasongo

Festival Eau et Cinéma de Verviers

Sous le slogan « En Afrique, les yeux bleus sont aussi rares que l'eau potable », objectif Ô a fait son cinéma au Festival « Eau et Cinéma » de Verviers.

Du 24 au 27 mars 2009 neufs films en compétition, et dix autres hors compétition ont mis en exergue l'eau dans tous ses états et les états de crises dans le monde liés à l'eau. Objectif Ô avait une présence très marquée et remarquée lors de cette manifestation. L'association a organisé une grande soirée caritative avec la projection du film « Au centre de la Terre » qui parle de pénurie d'eau au Niger. Ce film a été réalisé par la cinéaste française, Ingrid Patetta.

Un artiste s'engage

Tout au long de l'année 2009, objectif Ô a pu compter sur le soutien et la participation active d'un artiste nivellois, Jean-Luc Dossche, qui a mis son temps et son art au profit de l'organisation.

Il a organisé à deux reprises une séance de peinture en direct devant un public avant de vendre la toile réalisée au bénéfice d'objectif Ô.

Fresque mural réalisé par l'artiste Jean-Luc Dossche, au bureau d'objectif Ô à Nivelles

Les **moments forts**

Virginie Hocq rejoint la cause que défend objectif Ô : de l'eau potable pour tous !

Virginie Hocq sur le fleuve Congo pour une visite aux villages des pêcheurs. Février 2010.
© Jean-Denis Lejeune

Virginie Hocq dans le premier village de pêcheurs, Mambutuka. Février 2010.
© Jean-Denis Lejeune

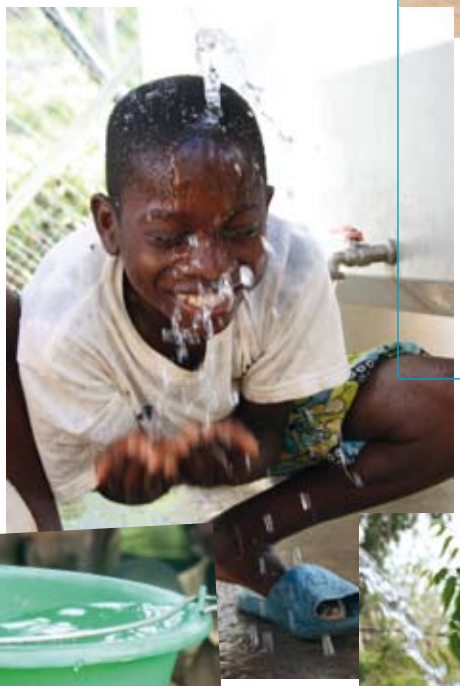
L'équipe d'objectif Ô s'agrandit en août 2009 : deux nouvelles fonctions sont créées au sein de l'association (secrétaire et chargé des projets éducatifs) et la cause d'objectif Ô avance.

© Jean-Denis Lejeune

Show Ping, le 16 décembre 2009. Objectif Ô réunit des humoristes de renom pour récolter des fonds et soutenir concrètement un projet au Sénégal.

Petite fille nommée Divine, originaire de Mambutuka. Février 2010. © Jean-Denis Lejeune

Sans oublier les centaines de sourires des enfants, femmes et hommes rencontrés en mission sur le terrain…



© Jean-Denis Lejeune

© Jean-Denis Lejeune

© Jean-Denis Lejeune

Les **perspectives** pour **2010**

Projets

Deux partenariats forts avec les ONG YWCS (Youth Welfare and Culture Society) et FSSS (Friend Society Social Services) s'annoncent. Ces projets phares pour objectif Ô signent une première série d'actions dans ce vaste pays et vise à donner accès à l'eau potable par le biais de forages accompagnés d'une installation de pompes manuelles aux populations indiennes des localités rurales de Bidhichandrapur, Avirampur, Chandchalk, Bhawanipur, Udang, Fatepur, Kolorah, New Koloraw et Bippanapara situés dans la région de Calcutta dans l'Ouest-Bengale.

© Jean-Denis Lejeune

Sensibilisation et mobilisation sociale

Objectif Ô proposera un nouvel outil didactique destiné aux enseignants et élèves du dernier degré de l'enseignement fondamental. Cet outil se basera sur un système de fiches d'activités parlant de la problématique de l'eau potable. De cette manière, objectif Ô souhaite, d'une part, mettre l'accent sur les valeurs de respect, de solidarité, d'actions et de mobilisation dans une pédagogique au service du développement humain.

Suite à ces activités, des animations peuvent être organisées dans les écoles par objectif Ô. Celles-ci seront complémentaire aux différentes activités du dossier pédagogique et s'inscrira également dans le curriculum scolaire. A travers ces activités qui reprennent de manière ludique et attractive la problématique de l'eau potable à travers le monde, objectif Ô veut inciter les jeunes à prendre conscience que l'eau est un bien rare et précieux pour tous ; faire comprendre que tous les enfants ne sont pas égaux devant l'accès à l'eau potable ; et de ce fait d'agir de manière active, solidaire et responsable par la suite, pour le bien-être de l'environnement qui nous entoure et faire en sorte que le droit à l'eau potable devienne une réalité pour tous.

Valérie Joveneau en animation à Braine-le-Comte où les enfants se mobilisent pour récolter des cents pour Haïti (2010). © L.V.

Evènement

Les Card Post Art : soutenir une cause et une artiste

Lô en conscience est une initiative alliant l'art, les matières bioéthiques et équitable à une cause humanitaire environnementale : l'eau. L'artiste iranienne reconnue et primée, Dalia Nosratabadi a réalisé 5 photographies dédiées à la thématique de l'eau. Ces 5 reproductions signées par l'artiste accompagnées de 5 cartes (format A5 avec enveloppe) regroupées dans une pochette seront vendues au profit d'objectif Ô qui récolte 20% des bénéfices (de même que pour l'artiste) ; le restant sera reversé à des projets écologiques et éthiques de l'association *Lô en conscience*. Les cartes seront personnalisables en fonction de la période de l'année, du texte, du logo et de la mention du soutien de l'entreprise sur un feuillet intégré aux cartes.

© Alao Kasongo

© Alao Kasongo

© Dalia Nosratabadi

Remerciements

objectif Ô remercie chaleureusement ses donateurs

Des entreprises et fondations

bezoom.tv

proximedia

La coopération belge au développement .be

Loterie Nationale créateur de chances

ethias

modern displays PRESENTATION PORTABLE DISPLAYS

DYNAMITE Business Energizer

proximus belgacom mobile

Ainsi que

Altech SA, Europe Tiers-Monde, CBM Informatique, La Mutualité socialiste, Vivabox SA, Freddy Putzeys (Tropico), Collège du Sacré-Cœur de Charleroi, le Conseil Communal des enfants de Waremme, Kleuterschool d'Edegem, LÔ en conscience, Friend's Society in Social Services India, Yourh Welfare and cultural Society India, ONG Calebasse Haïti, Alstom, Pulse Factory, le Shopping Center de Nivelles, la Maison des Sports de Nivelles

Des particuliers

Dont Gerd Henkes, Jean-Luc Doosche, Els Hellebout, André Coudron, Bernard Coudron, Dalia Nosratabadi, Marie François, Eric Rousseau, Jonathan Collet, Luc Piéltain, Sarah Bello Vega, Paula Cook

Sans oublier nos ambassadeurs

Virginie Hocq (Tantine) et Marc Wilmots (Parrain)

© objectif Ô

La gestion d'objectif Ô

Le Conseil d'Administration

Chacun de ses membres apporte son expérience et une expertise dans son domaine de compétences. Le Conseil d'Administration approuve les projets et prend les décisions relatives aux plans administratifs, financiers et stratégiques.

Jean-Denis Lejeune
Président, membre fondateur de Child Focus, collaborateur chez Child focus 1998 à 2005, chargé de la communication et des projets auprès du Délégué Général aux Droits de l'Enfant de la Communauté française de Belgique de 2005 à 2010, membre fondateur d'objectif Ô et collaborateur au CDH.

Marc Foccroule
Fonctionnaire

Thierry De Bock
Ancien journaliste, Administrateur Délégué de Bezoom TV

Raphaël Grégoire
Employé de Banque

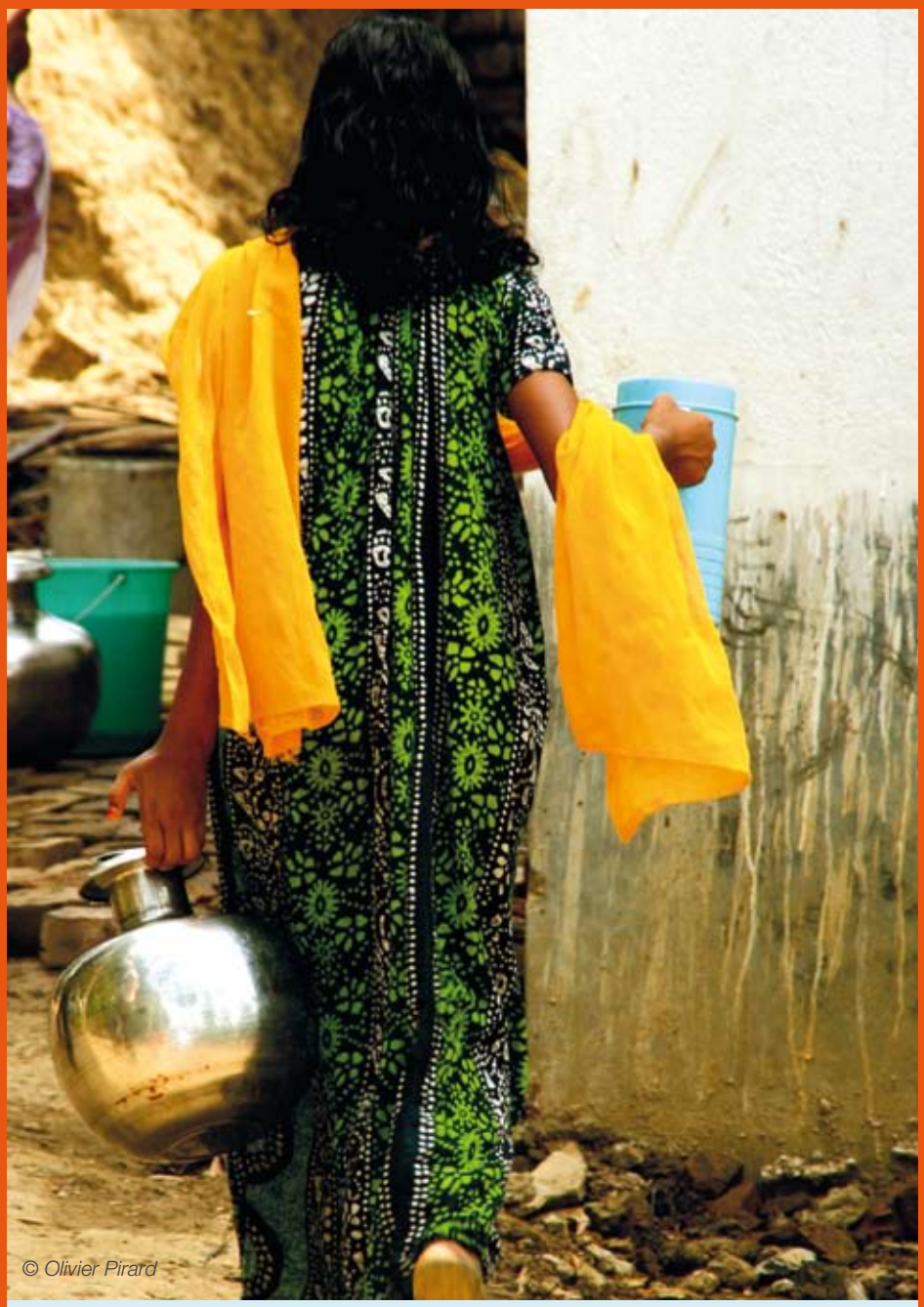
L'équipe d'objectif Ô

Une petite cellule dynamique assure les actions au quotidien et le suivi des projets. Elle travaille également à faire connaître l'organisation, l'utilité et l'affectation des dons reçus.

Jean-Denis Lejeune, Directeur général
Alao Kasongo, Coordinatrice et chargée des projets
Emmanuelle Havaux, Secrétaire
Valérie Joveneau, Chargée des projets éducatifs

© Jean-Denis Lejeune

L'eau, c'est la vie !


© Olivier Pirard

Soutenez **objectif Ô** et faites un don !

001-5005007-77

Tout don de minimum € 30 à objectif Ô est déductible fiscalement.

OBJECTIF Ô
l'eau pour la vie

Square des Nations Unies, 8
B-1400 Nivelles
Tél. : +32 (67) 49 38 90
Fax : +32 (67) 49 38 99
info@objectifo.org
www.objectifo.org

Editeur Responsable : Jean-Denis Lejeune - objectif Ô - Square des Nations unies 8 - B-1400 Nivelles - **Rédaction :** Alao Kasongo - **Maquette :** Benoît Vandenbegine